

hebdomadaire

n° 3016 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE

Ouvrière

TVA EN HAUSSE... SALAIRES À LA BAISSE?

Mesure principale annoncée dimanche soir: la hausse de la TVA, qui pénalisera le pouvoir d'achat. Mais rien pour les salaires, en revanche mis en danger par la logique des accords compétitivité-emploi (lire page 3 et l'éditorial page 4).

AGIR événements

Pour sortir de la crise, l'Organisation internationale du travail préconise de relancer le pouvoir d'achat des salariés et d'augmenter les dépenses publiques.

Lire page 2

Le gouvernement a fait voter par l'Assemblée nationale un texte de loi remettant en cause le droit de grève dans le transport aérien.

Lire page 5

Avec des crédits en très faible hausse, les universités constatent que l'autonomie est l'antichambre de l'austérité budgétaire.

Lire page 6

Il y a quatre millions de salariés qui travaillent dans des entreprises de moins de dix salariés, dont 1,5 million dans l'artisanat.

Lire page 8

HAUSSE DE LA TVA: UNE ERREUR ÉCONOMIQUE ET UN DANGER SOCIAL

Lire l'éditorial page 4



SAVOIR pratique

Représentatifs ou pas, tous les syndicats ont les mêmes droits en matière d'affichage dans l'entreprise, quand bien même un accord collectif prétend le contraire.

Lire page 13

DOSSIER en pages centrales

Dans les pays occidentaux, l'ampleur de la crise au sein de la jeunesse est telle qu'elle risque de pénaliser durablement toute une génération.

MONTRER enquête

Entre papy-boom, nouvelles pratiques et course au profit, le (petit) monde des entreprises funéraires développe des pratiques commerciales de plus en plus discutables.

Lire pages 17 à 20



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

HAUSSE DE LA TVA: UNE ERREUR ÉCONOMIQUE ET UN DANGER SOCIAL

Nous ne commenterons pas l'aspect politique de l'intervention du président de la République. Cela relève de l'appréciation citoyenne, non syndicale.

Nous nous concentrerons sur quelques-unes des mesures annoncées.

La première est celle d'une augmentation, en octobre, de la TVA (augmentation de 1,6 point du taux moyen de 19,6%) et de 2 points de la CSG sur les revenus financiers, pour compenser une suppression de la cotisation patronale pour les allocations familiales entre 1,6 et 2,1 SMIC.

C'est – nous le confirmons – une erreur économique et un danger social. Erreur économique car tout est basé sur une volonté d'alléger le coût du travail pour être plus compétitif.

Les comparaisons avec l'Allemagne sont fausses et très largement incomplètes. N'oublions pas, par exemple, que l'Allemagne, dans l'industrie et l'agriculture, exploite à fond les productions dans les ex-pays de l'Est et qu'elle use et abuse de la directive détachement dans une logique de dumping social. N'oublions pas non plus que le niveau de la protection sociale est plus faible en Allemagne et

que les assurances privées y sont plus développées. Ainsi, 35% des travailleurs allemands ont recours (via des cotisations employeurs notamment) à des systèmes privés de retraites complémentaires, ce qui ne rentre pas dans le calcul des prélèvements obligatoires.

Augmenter la TVA c'est aussi prendre le risque de voir les prix augmenter et de peser à la baisse sur le pouvoir d'achat.

Enfin, sur le plan social, c'est fragiliser le financement des allocations familiales. Qui garantira que, demain, une part de la TVA ira encore aux allocations familiales?

Rappelons que la meilleure garantie pour les travailleurs du maintien des régimes de protection sociale collective est l'existence d'un financement majoritaire par la cotisation (salaire différé), non sujet aux à-coups des décisions parlementaires ou gouvernementales opportunistes, idéologiques ou politiciennes.

De fait, seul le patronat se réjouit de cette mesure.

Concernant les accords dits «compétitivité-emploi», notons d'abord que le gouvernement renonce à faire passer une loi au forceps sous quelques semaines. Il renvoie à une négociation avec un délai de deux mois, ce qui nous mène fin mars.

Nous confirmons d'ores et déjà notre opposition à un dispositif dangereux à plus d'un titre:

- il tendrait à remettre en cause la durée légale du travail;

- il ferait payer aux salariés la diminution d'activité de l'entreprise au nom du «travailler moins pour gagner moins»;

- il donnerait à l'accord d'entreprise la suprématie sur l'accord de branche ou la loi. C'est la logique anglo-saxonne au détriment de la logique républicaine.

Imposer une telle logique constituerait une forme de coup d'État social.

Au titre des annonces positives, nous mentionnerons la mise en place, dès février, d'une banque nationale pour l'industrie dotée d'un milliard d'euros, ce que nous demandons depuis longtemps. Pour autant nous ne voulons pas être co-décideurs en la matière, chacun son rôle en démocratie.

Au final, il est clair, comme nous le disons depuis quatre ans, qu'on ne sortira réellement de la crise en France comme en Europe qu'en rompant avec l'austérité économique, salariale et sociale.

On ne sort pas d'une crise causée par le capitalisme libéral et toutes ses turpitudes par plus de libéralisme.

S O M M A I R E

AGIR

Page 2

Rapport: L'OIT demande des mesures mondiales pour recréer des emplois.
Europe: La déflation salariale allemande a accéléré la crise.

Page 3

Durée du travail:
Accords de compétitivité: travailler plus pour gagner moins.
De Bosch aux Fondateurs du Poitou: Une décennie de chantages à l'emploi.

Page 4

Hausse de la TVA: une erreur économique et un danger social, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Liberté fondamentale: Transport aérien: le droit de grève remis en cause.

Habillement: Les Lejaby demandent l'accès aux préretraites.

Page 6

Faillite programmée: Universités: l'autonomie, antichambre de l'austérité budgétaire.
Enseignement: Profs et instits trouvés à la Bourse interministérielle de l'emploi public?

Page 7

Déficit: UNEDIC: recettes en baisse et dépenses en hausse.
Constat: Chômage: 2011, l'année terrible.

Page 8

Syndicalisme: Développer le dialogue social dans l'artisanat.
Artisanat:
Salariés de l'artisanat: qui sont-ils?

Page 9

Hôpital public: *Quid* des RTT des personnels hospitaliers?
Post-scriptum, par Yves Veyrier:
Allez voir Louise Wimmer.

SAVOIR

Page 13

Les droits:
Communication syndicale: les organisations syndicales doivent bénéficier des mêmes droits.
Consommation:
Réforme de la CSC: peut nuire à la santé du consommateur.

Page 14

Le chiffre de la semaine.
Les chiffres utiles.
Les allocations chômage.

RESPIRER

Page 15

Tromperie et tricherie:
Quand l'argent et le dopage tuent le sport.
Parution > La rédaction vous signale.
Voix de presse:
Le marchand de taxes est passé.

Page 16

Une sélection de livres.
À voir:
Angoulême: BD et peinture font case commune.

MONTRER

Pages 17 à 20

Pompes funèbres: Le papy-boom économique.

DOSSIER

Pages 10 et 11

Entretiens de l'IRES: Jeunes de tous pays: les premiers à encaisser le choc de la crise.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 1^{er} trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818